

SENATO DELLA REPUBBLICA

XI LEGISLATURA

Doc. XII-bis
N. 20

RISOLUZIONE DELL'ASSEMBLEA DELL'ATLANTICO DEL NORD

APPROVATA NELLA SEDUTA DI BRUGES, 19 NOVEMBRE 1992

Risoluzione 240

riguardante la convenzione sulle armi chimiche e la proliferazione delle armi di distruzione di massa (*)

Annunziata il 5 gennaio 1993

L'ASSEMBLÉE,

1. Rappelant la résolution 231 adoptée en 1991 sur « les problèmes de politique et d'environnement posés par les armes chimiques », qui encourageait les efforts déployés à Genève par la Conférence du désarmement en vue de parvenir à l'interdiction desdites armes grâce à une Convention sur les armes chimiques qui soit applicable à l'échelle mondiale et qui soit vérifiable; la résolution 202 adoptée en 1988 sur « la non-prolifération nucléaire », qui demandait l'intensifica-

tion des efforts à freiner la multiplication des technologies nucléaires à caractère névralgique; et la résolution 211 adoptée en 1989 sur « la prolifération des missiles et des armes nucléaires et chimiques », qui demandait la cessation d'apporter une aide économique et militaire aux pays soupçonnés d'acquérir des armes nucléaires et chimiques et les moyens en permettant l'utilisation, jusqu'à ce que lesdits pays fournissent des preuves satisfaisantes qu'ils n'ont établi aucun programme d'acquisition de cet ordre ou qu'ils y ont renoncé;

2. Applaudissant les participants à la Conférence du désarmement pour avoir réussi à conclure une Convention sur les

(*) Presentata dalla Commissione scientifica e tecnica.

armes chimiques et pour avoir soumis celle-ci à l'Assemblée générale des Nations unies;

3. Accueillant la Convention sur les armes chimiques comme l'accord de maîtrise des armements multilatéral le plus ambitieux de l'histoire;

4. Notant que la vérification du respect de la Convention sur les armes chimiques nécessitera la surveillance de l'industrie chimique mondiale et exigera des ressources et des effectifs très importants;

5. Consciente qu'il est urgent que les signataires déclarent dans les meilleurs délais les installations sujettes à inspection, afin d'accélérer les travaux de la commission préparatoire sur la mise en application de ladite convention;

6. Convaincue de la nécessité d'encourager tous les pays à prendre part à la Convention sur les armes chimiques;

7. Préoccupée par les difficultés qu'éprouve la Russie à respecter la calendrier fixé dans la convention pour la destruction de ses stocks d'armes chimiques;

8. Se félicitant de l'aide fournie à la Russie par plusieurs pays de l'OTAN, et en particulier par les Etats-Unis, pour examiner le problème de la destruction des armes chimiques;

9. Persuadée que les pays de l'OTAN ne possédant pas les compétences techniques ou l'expérience requises pour la destruction des armes chimiques pourraient jouer un rôle précieux en offrant d'aider à la construction d'infrastructures locales dans la région choisie pour l'implantation d'installations de destruction d'armes chimiques;

10. Inquiète de la diffusion des technologies permettant de fabriquer des armes nucléaires et de mettre au point des méthodes de lancement sophistiquées, telles que le recours à des missiles balis-

tiques et à des missiles aérobie, et à des avions très performants;

11. Convaincue que cette prolifération représente une grave menace pour la stabilité et la sécurité;

12. Se réjouissant de l'accession de la France et de la Chine au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP);

13. Applaudissant l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour les efforts que celle-ci déploie afin de renforcer les garanties relatives aux installations et aux matériels nucléaires;

14. Appuyant les efforts déployés au niveau international en vue de limiter la diffusion de la technologie des missiles balistiques par la moyen du régime de contrôle des technologies propres aux missiles (MTCR);

15. Persuadée qu'un système de protection à l'échelle mondiale destiné à intercepter les missiles balistiques devrait faire l'objet d'une étude urgente de la part de l'OTAN et du Conseil de coopération nord-atlantique;

16. Invite instamment les gouvernements et les parlements des pays membres de l'Alliance atlantique:

a. à signer et à ratifier le plus tôt possible la Convention sur les armes chimiques et à déclarer sans retard toutes les installations chimiques visées se trouvant dans leur pays;

b. à assurer une large participation à la Convention sur les armes chimiques et le respect de celle-ci, en renforçant les sanctions qui pourraient être imposées aux non-participants et aux pays violant ladite convention;

c. à apporter leur soutien à l'affermissement du régime des garanties de l'AIEA, tirant tout enseignement pertinent de la Convention sur les armes chimiques;

d. à promouvoir la prise de sanctions internationales — en matière d'échanges commerciaux, de crédit et d'assistance — à l'encontre des pays qui n'adhèrent pas au TNP et à la Convention sur les armes chimiques ou dont il apparaît qu'ils violent le TNP ou ladite convention;

e. à coordonner les programmes d'assistance à la Russie de manière que l'infrastructure puisse être améliorée dans les régions entourant les sites proposés pour les installations de destruction d'armes chimiques, ce qui renforcerait les chances que ces installations soient acceptées par les populations locales;

f. à continuer à fournir une aide au Bélarus, au Kazakhstan, à la Russie et à l'Ukraine pour faciliter le démantèlement

des armes nucléaires et systèmes de lancement stratégiques, et à offrir des possibilités d'emploi adaptées aux scientifiques et ingénieurs spécialistes des armements;

g. à élargir la participation au MTCR;

h. à évaluer si un système de protection à l'échelle mondiale peut être édifié pour accroître la sécurité planétaire et, dans l'affirmative, comment les pays participeraient à son développement, à son édification et à sa mise en oeuvre;

i. à coopérer avec la Commission scientifique et technique à l'établissement d'un bilan d'actualisation annuel des mesures prises en vue de réduire la prolifération des armes de destruction massive.

N. B. Traduzione non ufficiale

Risoluzione 240

riguardante la convenzione sulle armi chimiche e la proliferazione delle armi di distruzione di massa (*)

L'ASSEMBLEA,

1. Richiamando la propria Risoluzione 231 adottata nel 1991 su « i problemi politici e ambientali posti dalle armi chimiche », che incoraggiava l'impegno profuso a Ginevra dalla Conferenza per il disarmo per giungere al bando di dette armi grazie ad una Convenzione sulle armi chimiche applicabile su scala mondiale e verificabile; la Risoluzione 202 adottata nel 1988 su « la non proliferazione nucleare », che chiedeva l'intensificazione degli sforzi volti a frenare il moltiplicarsi delle tecnologie nucleari a carattere nevralgico; e la Risoluzione 211 adottata nel 1989 su « la proliferazione dei missili e delle armi nucleari e chimiche », che chiedeva che si ponesse fine all'aiuto economico e militare ai Paesi sospettati di acquistare armi nucleari e chimiche e i mezzi che ne consentono l'utilizzo, fino a che detti Paesi non forniscano prove soddisfacenti che non hanno deciso alcun programma di tal genere o che vi hanno rinunciato;

2. Plaudendo ai partecipanti alla Conferenza per il disarmo per essere riusciti a concludere una Convenzione sulle armi chimiche e per avere sottoposto la

stessa all'Assemblea generale della Nazioni unite;

3. Accogliendo la Convenzione sulle armi chimiche come l'accordo multilaterale per il controllo degli armamenti più ambizioso della storia;

4. Notando come la verifica del rispetto della Convenzione sulle armi chimiche richiederà la sorveglianza dell'industria chimica mondiale ed esigerà ingenti risorse ed organici molto ampi;

5. Consapevole dell'urgenza che i firmatari dichiarino quanto prima gli impianti suscettibili di ispezione, onde accelerare i lavori della Commissione preparatoria sull'applicazione di detta Convenzione;

6. Convinta della necessità di incoraggiare tutti i Paesi a sottoscrivere la Convenzione sulle armi chimiche;

7. Preoccupata dalle difficoltà incontrate dalla Russia nel rispettare il calendario fissato nella Convenzione per la distruzione dei propri arsenali di armi chimiche;

8. Felicitandosi per l'aiuto fornito alla Russia da parecchi Paesi della NATO, in particolare dagli Stati Uniti, per esaminare il problema della distruzione delle armi chimiche;

(*) Presentata dalla Commissione scientifica e tecnica.

9. Persuasa che i Paesi della NATO che non possiedono le competenze tecniche o l'esperienza necessarie per la distruzione delle armi chimiche potrebbero svolgere un ruolo prezioso offrendosi di contribuire alla costruzione di infrastrutture locali nella zona prescelta per l'installazione di impianti per la distruzione di armi chimiche;

10. Preoccupata per la diffusione delle tecnologie che consentono di fabbricare armi nucleari e di mettere a punto metodi di lancio sofisticati, quali missili balistici e missili aerobici (air-breathing), ed aerei ad alta prestazione;

11. Convinta che tale proliferazione rappresenti una grave minaccia alla stabilità e alla sicurezza;

12. Felicitandosi per l'adesione della Francia e della Cina al Trattato sulla non proliferazione delle armi nucleari (NPT);

13. Plaudendo all'Agenzia internazionale per l'energia atomica (IAEA) per l'impegno posto per rafforzare le garanzie relative alle installazioni e ai materiali nucleari,

14. Sostenendo gli sforzi compiuti a livello internazionale per limitare la diffusione della tecnologia dei missili balistici mediante il regime di controllo della tecnologia missilistica (MTCR);

15. Persuasa che un sistema di protezione a livello mondiale destinato ad intercettare i missili balistici dovrebbe essere oggetto di urgente studio da parte della NATO e del Consiglio di cooperazione nord-atlantica;

16. SOLLECITA i governi e i parlamenti dei Paesi membri dell'Alleanza Atlantica a:

a. firmare e ratificare quanto prima la Convenzione sulle armi chimiche e a dichiarare senza indugio tutte le installa-

zioni chimiche previste situate nel loro Paese;

b. garantire un'ampia partecipazione alla Convenzione sulle armi chimiche ed il rispetto della medesima, rafforzando le sanzioni che potrebbero essere imposte ai non partecipanti ed ai Paesi che violino detta Convenzione;

c. fornire il proprio sostegno al consolidamento del regime di garanzie dell'IAEA, traendo ogni utile insegnamento dalla convenzione sulle armi chimiche;

d. promuovere l'adozione di sanzioni internazionali riguardanti gli scambi commerciali, i crediti e l'assistenza — contro quei Paesi che non aderissero all'NPT ed alla concessione sulle armi chimiche o rispetto ai quali emerga una violazione dell'NPT o di detta Convenzione;

e. coordinare i programmi di assistenza alla Russia in modo che le infrastrutture possano essere migliorate nelle regioni circostanze i siti proposti per gli impianti di distruzione di armi chimiche, il che aumenterebbe le probabilità di accertazione di tali impianti da parte delle popolazioni locali;

f. continuare a fornire un aiuto alla Bielorussia, al Kazakistan, alla Russia e all'Ucraina per agevolare lo smantellamento delle armi nucleari e dei sistemi di lancio strategici, ed a offrire adeguate possibilità occupazionali agli scienziati ed ingegneri specializzati negli armamenti;

g. allargare la partecipazione al regime MTCR;

h. valutare se possa essere costruito un sistema di protezione a livello mondiale per aumentare la sicurezza mondiale e, in caso affermativo, in che modo i Paesi parteciperebbero al suo sviluppo, alla sua costruzione e funzionamento;

i. cooperare con la Commissione scientifica e tecnica alla stesura di un aggiornamento annuale delle misure adottate al fine di ridurre la proliferazione delle armi di distruzione di massa.

